



HAL
open science

Danièle Voldma (dir.) "Désirs de toit". Lecture d'Élisabeth Pasquier

Elisabeth Pasquier-Merlet

► **To cite this version:**

Elisabeth Pasquier-Merlet. Danièle Voldma (dir.) "Désirs de toit". Lecture d'Élisabeth Pasquier. Lieux Communs - Les Cahiers du LAUA, 2011, pp.246- 248. hal-03153815

HAL Id: hal-03153815

<https://hal.science/hal-03153815>

Submitted on 26 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Lieux Communs (les cahiers du LAUA) 14
Les modèles urbains entre courants, références et performances
NOTES DE LECTURE p.246- 248

Désirs de toit
Sous la direction de Danièle Voldman
CREAPHISEDITIONS
2010

Par Elisabeth Pasquier

En couverture : une peinture de facture publicitaire représentant un couple rêvant au-dessus de la maquette de ce qu'on imagine être leur future maison.

Chaque chapitre ouvre une série de pistes fécondes sur les tensions, contradictions, voire conflits qui agitent l'ensemble des acteurs pris dans ce domaine où le désir des uns rencontre les stratégies parfois contraires des autres, où les avancées législatives ne sont pas toujours suivies d'effets, où les mots et déclarations, y compris ceux des chercheurs, sont souvent en décalage avec les réalités en jeux. Le logement est sans doute l'un des domaines, (avec celui de l'éducation ?), où des contradictions d'une société se donnent le plus à lire. L'attention portée par les auteurs aux représentations et dénominations révèle en effet les décalages, masques, dénis, autant d'impossibilités à nommer des phénomènes qui réduisent les possibilités pour agir sur eux. La question du désir est traitée comme un analyseur du poids des rapports sociaux, les désirs des uns agissant en chaîne sur ceux des autres.

Le chapitre signé par Hélène Frouard reprend les paradoxes du rêve pavillonnaire populaire et le débat autour des notions jugées longtemps incompatibles entre identité ouvrière et propriété du logement, pointant plus spécifiquement les effets de la législation HBM sur les petits constructeurs. Elle met ainsi à jour la fragilité de la grille de lecture assimilant un peu vite l'accès d'une fraction des classes populaires à la propriété, à un effet d'embourgeoisement, tant au niveau des formes bâties que du transfert culturel, dans son acception plus large. Elle invite à poursuivre les recherches autour des constructions pavillonnaires de l'entre-deux guerres, qui, une fois les chercheurs dégagés de la matrice idéologique habituelle, pourraient offrir une matière plus complexe et plus inventive, tant au niveau architectural qu'au niveau des mises en œuvres et des modes d'habiter qui y étaient associés. Dans le même esprit de relecture critique, Claire Carriou, questionne et met en crise l'imagerie mythique des HBM, qui véhiculerait une interprétation anormalement consensuelle des objectifs poursuivis autour du logement de la main d'œuvre. Prenant le cas de deux villes aux destins contrastés, Neuilly-sur-Marne et Nantes, elle montre l'importance des débats locaux non arbitrés par l'Etat autour des grandes décisions politiques concernant le logement populaire, prouvant la maniabilité du dispositif HBM, qui, s'il constitue bien une boîte à outils d'intérêt général imaginée au niveau national, permet des interprétations qui confortent le pouvoir des acteurs locaux. Cette analyse rejoint celle conduite dans les périodes suivantes, toujours dans la ville de Nantes, autour de la construction des grands ensembles et l'application des procédures curatives qui s'y sont succédées, montrant l'importance de l'interprétation municipale des politiques publiques (cf. notre texte d'HDR *Contribution à une sociologie des cultures populaires spatialisées. Retour réflexif sur un parcours de recherche à Nantes*, 2011). L'article de Danièle Voldman autour de la

problématique fructueuse de la « quadrature du toit » appliquée à l'analyse de l'office public d'habitation à bon marché du département de la Seine, est une possible relecture de l'ensemble de l'histoire du logement social en France, prise entre désir de bien loger et contraintes matérielles, que ce jeu à deux faces concerne le confort, la résistance à l'usure, la surface, l'arbitrage entre individuel et collectif ou l'accessibilité. Le système de financement étant lié à la nécessité de rembourser les emprunts, le bon résident devient vite le résident solvable et respectueux de l'ordre. Elle met ainsi à jour les désirs contradictoires entre logeurs et logés. Les bons locataires rêvés sont jugés capables de s'organiser pour participer à la gestion de leurs immeubles, à condition toutefois de se plier à l'ordre instauré par les administrateurs. Mais les véritables désirs des logés ont toujours été prioritairement autour du montant du loyer, des délais d'attente et de la critique pure et simple des espaces et des conflits autour des formes d'appropriation qui en découlent, autant de questions auxquelles les dispositifs curatifs successifs se sont toujours heurtés.

Deux chapitres questionnent l'idéal domestique de la modernité, l'un sur le versant des maisons nouvelles et le second, sur le rôle des arts ménagers. Benoît Pouvreau à partir de la production de maisons individuelles au cours des Trente Glorieuses, analyse sur un mode critique, le discours et la réalité entre logement individuel et collectif, la construction des grands ensembles ayant longtemps fait de l'ombre au parc de maisons individuelles qui n'a cessé de s'imaginer et de se construire dans la même dynamique que les villes nouvelles. A travers l'étude des concours d'études autour des villages urbains et des villages expos, ou encore du concours international lancé par Albin Chalandon, l'auteur montre la tension entre désir d'innovation et mise au point d'un modèle reproductible en grand nombre. Les architectes sont restés sur la logique du coup par coup et ce sont les entrepreneurs qui ont de fait emporté le morceau, inondant le territoire de maisons traditionnelles, où les seules variantes tiennent à quelques attributs régionaux. Le travail d'Anne Bossé et Marie-Laure Guennoc sur le village expo de Saint-Herblain, à paraître prochainement (cf. les nouvelles du laboratoire), révélera une autre facette du phénomène, via l'analyse du passage d'un espace d'exposition à celui d'un lotissement habité.

Nick Bullock questionne quant à lui le nouvel idéal porté par le salon des arts ménagers et la presse féminine dans les années cinquante, alors même que la majorité des Français sont encore dans des situations de logements précaires, cumulant manque de confort et surpeuplement, engendrant simultanément frustrations et désirs de modernité. Alors même que la modernité en matière de construction ne va pas s'imposer comme on aurait pu l'imaginer, l'accès aux logements neufs, tant dans le pavillonnaire en accession que dans les appartements des grands ensembles, va de fait s'accompagner d'une transformation radicale au niveau de l'équipement électro ménager. Ajoutons que l'idéal de ce modèle domestique pris dans toutes les dimensions de l'imagerie lisse et joyeuse qu'il véhiculait, s'est évanoui avec l'arrivée des appareils, l'aliénation à la sphère marchande et les risques de surendettement prenant le relais à la pénibilité du travail domestique.

Quant à l'effet de la patrimonialisation de plus en plus large, allant des demeures historiques à des types de logements plus contemporains et aussi plus ordinaires, Patrice Gourbin estime que les visiteurs de plus en plus nombreux se prennent ainsi à rêver, rêves qui compensent peut-être les frustrations mais cette fois dans un registre enchanté : si la déclinaison domestique de la modernité pouvait être à portée de la main, il n'en va plus de même pour ce type de contemplation.

Deux chapitres enfin abordent des questions contemporaines encore plus cruciales, celui de Paul Landauer sur les politiques foncières et les stratégies de distinction du logement social

et celui de Claire Levy-Vroelant concernant la norme sédentaire. Paul Landauer montre comment le Programme national de rénovation urbaine institué par la loi de 2003 fait passer la transformation de l'espace bâti des grands ensembles avant l'insertion des populations concernées. Le morcellement des grands ensembles en parcelles adaptées au marché immobilier introduit une nouvelle condition foncière au logement social. Les plans de démolition sont avant tout conçus du point de vue de l'organisation parcellaire et les interventions architecturales dans le cadre des résidentialisations interviennent surtout au niveau des façades à rez de chaussée et du traitement des clôtures visant un lissage urbain devant permettre d'attirer de nouvelles populations. Si l'invocation de la mixité sociale n'est pas une nouveauté, c'est bien la remise sur le marché des grands ensembles ainsi que le transfert de la construction aux grands groupes immobiliers qui le sont, l'intérêt spéculatif venant se confondre avec l'intérêt général et ce au nom de la mixité sociale.

Claire Levy-Vroelant traite de la tension entre mobilité et sédentarité et analyse comment la norme sédentaire a des effets paradoxaux dans une société où la mobilité est devenue une valeur positive. La norme sédentaire et familialiste, qui informe pratiques, politiques publiques et statistiques, est un facteur d'exclusion supplémentaire pour les populations précaires et nomades, provoquant assignation à résidence (dans un habitat durablement marginalisé comme dans le cas des résidences sociales). Alors que la mobilité est devenue un facteur de distinction et d'enrichissement supplémentaire pour les classes dirigeantes mondialisées, elle demeure un interdit pour les populations les plus fragiles, contraintes à une fixité forcée, tant au niveau de leur lieu de vie que de leurs déplacements transfrontaliers. « Les grands ne tiennent pas en place. Les petits restent sur place », écrivaient Luc Boltanski et Eve Chiapello, dans *Le nouvel esprit du capitalisme*, (Gallimard, 1999). Analysant les processus d'exploitation des immobiles par les mobiles, Claire Levy-Vroelant met à jour comment la mobilité, capital supplémentaire pour ceux déjà dotés, devient un handicap de plus pour les autres. Le capital spatial renvoie à un jeu à deux faces qui agit toujours sur un mode cumulatif.